

- **Nom**  
Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE)
- **Prénom**  
sans objet
- **Adresse**  
20 allée Georges Pompidou – 94306 VINCENNES CEDEX
- **Raison sociale**  
Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE) Opérateur de formation des ministères économiques et financiers, rattaché au SG des MEF

## Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**  
15ème anniversaire du Cycle des hautes études pour le développement économique (CHEDE) sur le thème de l'Union européenne
- **Description de l'activité**  
Le séminaire marquant le 15ème anniversaire du cycle des hautes études de développement économique (CHEDE) a été consacré à l'Union européenne. Pendant une demi-journée, des acteurs importants de l'Europe ont débattu autour des questions européennes sous les angles économiques, budgétaires et monétaires conformément aux objectifs du CHEDE. Une partie de ces débats a été consacrée à des échanges sur la vision de l'avenir de l'Union européenne.  
Le cycle des hautes études de développement économique (CHEDE), créé en 2003, s'adresse à des décideurs intéressés par les grands enjeux économiques. Il est un forum d'échanges ouverts entre partenaires et usagers des administrations économiques et financières, concepteurs ou gestionnaires des politiques publiques. Les thèmes portent sur les champs de compétence des ministères économiques et financiers et permettent une immersion au cœur des enjeux du développement économique.  
Chaque promotion réunit annuellement une soixantaine d'auditeurs choisis pour la richesse et la diversité de leurs parcours et comporte six séminaires de deux ou trois jours, organisés en conférences, tables rondes, visites de terrain, voyages d'études en France et à l'étranger. Le Cycle compte désormais plus de 800 anciens auditeurs qui constituent un réseau d'acteurs engagés dans la diffusion des savoirs en matière de gestion publique et d'économie.

- **Date et heure**  
26 septembre 2018 (14h – 18h30)
  
- **Lieu**  
Ministère de l'Économie et des Finances - Centre de conférences Pierre Mendès France - 139 rue de Bercy – 75012 Paris
  
- **Nombre de participants**  
300
  
- **Catégories de publics présents**
  - anciens auditeurs et intervenants du CHEDE : dirigeants d'entreprise, partenaires sociaux, journalistes, chercheurs, membres des professions libérales, hauts fonctionnaires
  - agents des directions des ministères économiques et financiers
  - représentants des partenaires de l'IGPDE
  
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
  - Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor, ministère de l'Économie et des Finances
  - Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères
  - Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France
  - Jacques Rupnik, directeur de recherches à Sciences Po et politologue
  - Philippe Setton, ministre plénipotentiaire, directeur Union européenne, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

## **Synthèse de l'activité**

- **Thèmes évoqués**
  - « Les réformes possibles pour la Zone Euro » (Mme Renaud-Basso)
  
  - « Populisme, euroscepticisme et nationalisme, quel avenir pour l'intégration européenne ? » (Table ronde avec MM Védrine, Meyer-Landrut et Rupnik)
  
  - « L'Europe à l'horizon 2025, perspective française sur le Livre blanc de la Commission européenne » (M. Setton)
  
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
  - 1- Les réformes possibles de la zone euro

- L'euro est un projet économique et politique inédit, qui a doté l'Europe d'une monnaie stable et crédible, utilisée quotidiennement par près de 340 millions de personnes dans 19 États membres, et qui représente la deuxième devise la plus importante dans le monde, avec le quart des réserves de change. Des évolutions importantes (renforcement de la gouvernance économique et budgétaire, établissement de l'Union bancaire, création de mécanismes de gestion des crises des dettes souveraines) ont été décidées en réponse à la crise économique et financière pour renforcer la résilience de l'Union économique et monétaire (UEM).

- La zone euro continue néanmoins de présenter certaines insuffisances en matière d'intégration financière et budgétaire, de gestion des déséquilibres macroéconomiques entre pays, et de cohésion. L'intégration financière reste partielle et ne permet pas une allocation la plus efficace du capital. En outre, la politique budgétaire en zone euro n'a pas rempli pleinement son double objectif de stabilisation macroéconomique et de soutenabilité des finances publiques. Enfin, les dynamiques actuelles de coûts salariaux unitaires ne suffisent pas à résorber rapidement les déséquilibres courants entre pays.

- Dans ce contexte, l'architecture économique de la zone euro devra être renforcée sur trois axes. Tout d'abord, l'achèvement de l'Union bancaire et l'établissement d'une Union des marchés de capitaux permettraient de renforcer l'intégration du secteur financier pour assurer un meilleur partage des risques macroéconomiques entre les acteurs privés. Parallèlement, la création d'un budget pour la zone euro d'ampleur significative, couplée à des règles budgétaires plus solides au niveau national, permettrait de renforcer la stabilisation macroéconomique et de favoriser le processus de convergence, tout en assurant la soutenabilité des finances publiques. Enfin, le renforcement des instruments de coordination au sein de la zone euro en matière de réformes structurelles permettrait de réduire les déséquilibres courants et de renforcer l'intégration économique de la zone euro.

## 2- Populisme, euroscepticisme et nationalisme, quel avenir pour l'intégration européenne ?

Au cours de cette table ronde, les intervenants se sont tout d'abord accordés sur l'importance de définir les mots et de leur donner leur vraie valeur :

- « Euroscepticisme » est un euphémisme trop souvent employé en lieu et place de « hostilité à l'Europe »
- « Populisme » est détourné, par ceux qui entendent s'arroger le monopole de la représentation du peuple, de son sens premier d'écoute du peuple, de prise en compte de ses inquiétudes et préoccupations auxquelles il peut être apporté des réponses calmes plutôt que des éléments qui les renforcent
- « Nationalisme » ne doit pas être confondu avec « patriotisme » ou « attachement à une identité nationale »

Sur les causes de cette crise de confiance, plusieurs pistes ont été avancées, selon les sensibilités des intervenants :

- Insécurité économique
- Insécurité identitaire, culturelle, notamment dans les États-nations peu peuplés et culturellement homogènes à l'est de l'Europe

- Crise démographique dans certains pays qui ont perdu une part importante de leur population active
- Insécurité face à un voisinage déstabilisé induisant une crispation sur le sujet des migrations extra-européennes et une aspiration à des sociétés fermées
- Perte de confiance des classes populaires puis moyennes dans la ligne fixée par leurs élites...

Les réponses dépendent bien évidemment des causes que l'on identifie :

- Passer à une nouvelle phase, plus encadrée, plus modérée, de la mondialisation
- Répondre au décrochage élites/peuples, entendre et canaliser les inquiétudes pour aller vers un nouveau consensus
- Calmer les angoisses immédiates sans lancer de nouvelles promesses intenables
- Faire la part des questions de l'accueil des réfugiés et de celui des migrants économiques
- Prendre en compte les différences entre les pays membres et même entre les diverses régions qui les composent
- Démontrer que l'Union européenne n'est pas la cause des problèmes mais aide à apporter des solutions
- Dépasser les problèmes non ou mal traités et mieux montrer ce que l'Europe a apporté
- Revenir à la subsidiarité, recentrer les institutions européennes sur des questions essentielles
- Faire prendre conscience d'une communauté de destins dans l'Europe face à un voisinage déstabilisé.

### 3- L'Europe à l'horizon 2025, perspective française sur le Livre blanc de la Commission européenne

L'Union européenne s'est engagée depuis 2016 dans une réflexion sur son avenir. Si cette démarche « d'introspection » n'est pas nouvelle, la réflexion se conduit aujourd'hui dans un contexte moins positif, marqué par les interrogations, et est décorrélée de toute perspective d'élargissement à terme prévisible. La démarche naît d'une situation où l'Union européenne a eu à souffrir de crises successives – financière, économique, migratoire – dont les effets se poursuivent, qui ont eu pour effet d'accroître les divergences jusqu'au choc politique du Brexit.

Dans ce contexte, plusieurs initiatives ont été prises :

- Les chefs d'Etats et de gouvernements réunis à Bratislava en 2016 ont adopté une feuille de route visant à mettre en œuvre des mesures concrètes pour répondre aux attentes des citoyens dans différents domaines
- La Commission a présenté le 1er mars 2017 son Livre blanc qui soumet aux opinions publiques 5 scénarios, allant du statu quo à un renforcement du fédéralisme en passant par une "Europe à plusieurs vitesses"
- Des contributions nationales sont aussi présentées en vue d'être reprises dans le calendrier de travail, à l'instar de celles contenues dans le discours de la Sorbonne du Président de la République française.

En tout état de cause, la Commission laisse le soin aux dirigeants européens de trancher, lors d'un sommet en mai 2019, en particulier autour de cinq grands sujets

d'avenir pour l'UE : l'Europe sociale, la défense et la sécurité, l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, la mondialisation et les finances européennes.

La vision française d'une « Europe qui protège, unie, souveraine et plus démocratique » va se politiser dans les mois à venir et le débat en cours va devenir un élément de la campagne pour les élections européennes de mai 2019.

- **Pistes de proposition formulées**

- 1- Les réformes possibles de la zone euro

L'ensemble des propositions présentées constitue un saut d'intégration important, accompagné d'un partage de souveraineté accru en matière de politiques budgétaire et économique. Leur mise en œuvre, qui se place pour certaines d'entre elles dans le temps long, nécessitera de faire évoluer les institutions pour assurer un fonctionnement plus démocratique de la zone euro, ce qui suppose un changement des traités, idée qui ne fait pas consensus pour l'heure entre les États membres. À plus court terme, l'UE doit continuer à faire la démonstration de sa capacité à assurer la cohésion de ses membres dans le contexte du retrait du Royaume-Uni et à répondre concrètement aux préoccupations prioritaires de ses citoyens, en particulier dans le cadre de l'agenda de relance du projet européen défini lors du Sommet de Bratislava du 16 septembre 2016 (migration ; sécurité/défense ; développement économique et social/jeunesse).

- 2- Populisme, euroscepticisme et nationalisme, quel avenir pour l'intégration européenne ?

Les réponses dépendent bien évidemment des causes que l'on identifie :

- Passer à une nouvelle phase, plus encadrée, plus modérée, de la mondialisation
- Répondre au décrochage élites/peuples, entendre et canaliser les inquiétudes pour aller vers un nouveau consensus
- Calmer les angoisses immédiates sans lancer de nouvelles promesses intenables
- Faire la part des questions de l'accueil des réfugiés et de celui des migrants économiques
- Prendre en compte les différences entre les pays membres et même entre les diverses régions qui les composent
- Démontrer que l'Union européenne n'est pas la cause des problèmes mais aide à apporter des solutions
- Dépenser les problèmes non ou mal traités et mieux montrer ce que l'Europe a apporté
- Revenir à la subsidiarité, recentrer les institutions européennes sur des questions essentielles
- Faire prendre conscience d'une communauté de destins dans l'Europe face à un voisinage déstabilisé.

## Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

Au cours de la consultation, les auditeurs ont pu poser des questions sur la plateforme interactive Woodlap.

Quelques-unes de ces questions ont nourri le débat entre la salle et les intervenants après chaque séquence. Toutes n'ont naturellement pas pu être traitées mais sont listées ci-après pour nourrir la réflexion dans le cadre des Consultations citoyennes.

Les réformes possibles de la zone euro ?

Quel impact sur la zone euro dans le cas probable actuel d'un 'hard Brexit'?

La zone euro est-elle fragilisée par la montée des nationalismes?

Pourrait-il y avoir une zone euro sans Union européenne ?

Y a-t-il une réflexion pour réduire l'excédent externe allemand vis à vis des autres pays de la zone ?

En cas de choc que se passe-t-il au niveau d'un remboursement d'une épargne au-delà de 100000€

Les autres membres de la zone Euro pourraient-ils en exclure l'Italie ?

Quelle place au fonctionnement des systèmes démocratiques dans ces mécanismes budgétaires et bancaires ?

Enjeu de l'adhésion des populations...

Peut-on vraiment conclure que l'équilibre des pouvoirs entre le secteur financier et les gouvernements est meilleur suite à cette crise?

Quel impact consécutif au Brexit sur la zone euro ?

le TLTRO n'a-t-il pas été une manière de remercier les banques de la crise qu'elles avaient elles-mêmes créée?

C'est un peu comme si on avait subventionné les fabricants d'amiante pour faire face à la chute de leur marché...

On a l'impression qu'on se prépare à une nouvelle crise ?

La séparation des banques de dépôt/spéculation ne devrait-elle pas être plus forte?

Le meilleur moyen de consolider la zone euro ne serait-il pas d'instaurer une Europe à deux vitesses ?

La bilan de la BCE représente plus de 20% du PIB de la zone euro, n'est-ce pas un soutien artificiel à la croissance ?

Articulation FMI MES ?

Quelle est la position française sur les euro bonds ?

La montée en puissance des régions serait-elle une solution pour réduire la fracture territoriale ?

Peut-on rapidement s'affranchir des systèmes de compensation passant obligatoirement par le dollar

(cf amende BNPParibas, commerce avec l'Iran, ...) ?

Y a-t-il une entente entre Russes et Américains pour bloquer une Europe politique?

Avez-vous évalué le risque de voir l'Allemagne quitter un système euro jugé trop laxiste ?

L'euro est, de par sa construction, une devise de compromis qui, trop élevée, détériore compétitivité et exportations,

et trop faible, facilite dangereusement l'inflation. Deux euros sont-ils possibles?

Peut-on envisager un retour au premier cercle fondateur (France, Benelux, Italie) pour avancer plus vite vers la convergence ?

Quelles sont les réformes envisagées à court terme ?

La dérégulation bancaire américaine va-t-elle de nouveau provoquer une nouvelle crise ?

Les taux directeurs doivent-ils être uniques, alors que les économies divergent (croissance, inflation) ?

Faut-il faire payer aux banques «systémiques» la garantie implicite de l'état dont elles bénéficient ?

Quels risques et quel niveau de risque la France représente-t-elle pour la zone euro ?

Comment redonner le goût de la construction européenne aux populations ?

La fiscalité du Numérique : c'est pour quand ?

A quand une vraie politique industrielle commune européenne ?

Et si les citoyens recevaient une meilleure éducation financière les problématiques de la zone euro seraient plus faciles ou plus difficiles à expliquer ?

Quelle stratégie de renforcement de l'Euro comme monnaie de substitution au dollar?

Populisme, euroscepticisme et nationalisme, quel avenir pour l'intégration européenne ?

Le diagnostic est clair mais l'ordonnance quasi vierge : que proposent

CONCRÈTEMENT les intervenants pour l'intégration européenne ?

Comment rendre l'Europe plus populaire ? Pourquoi les instances européennes sont plus attachées à la régulation

qui contraint qu'à l'offre de service européenne qui rassemble ? A quand de nouvelles offres positives telles que l'euro, Erasmus...?

Les pays de l'union ont-ils encore un objectif commun?

Selon vous, y a-t-il quelques raisons d'être optimiste?

Pourquoi est-il toujours difficile d'expliquer aux électeurs européens les bienfaits de l'Europe?

N'est-ce pas l'organisation de l'Europe qui fait perdre confiance? Le parlement européen pour qui on vote, sert à quoi vs la commission européenne? Les citoyens ne comprennent rien et ont l'impression de ne pas être entendus. Revoir la gouvernance de l'Europe?

Est-ce que les piliers France - Allemagne peuvent s'accorder en complémentarité et dans leurs spécificités structurelles, et culturelles pour fédérer les états membres dans une construction plus robuste et optimiste que le contraire?

L'avenir de l'Europe ne passe-t-il pas par un retour aux fondamentaux: refaire une Europe des nations collaborant à de grands projets communs plutôt qu'une Europe transnationale sans identité et donc ne suscitant pas l'adhésion des peuples?

L'Europe s'est-elle perdue en s'occupant de la taille des camemberts, ou bientôt de la thématique du passage entre heure d'hiver et heure d'été, plutôt que de porter un dessein fédérateur réellement européen ?

Les anciens Etats du bloc communiste ont fortement bénéficié de leur entrée dans l'UE, tant par leur développement grâce aux fonds européens que par l'émigration de leurs citoyens vers l'Europe de l'ouest pour leur offrir des perspectives individuelles meilleures. Comment expliquer dans ces conditions la forte poussée du nationalisme dans ces pays ?

Comment renforcer la volonté de partager un destin commun, peut-on définir un socle culturel commun pour relancer la construction?

quels sujets pourraient servir de dénominateur commun, et générer l'adhésion à l'Europe, non des élites, mais de peuples si divers dans leur histoire?

Quelles causes selon vous de la bascule italienne vers les extrêmes, car l'analyse sur l'Europe de l'Est ne s'applique pas ?

Le scepticisme européen ne s'appuie-t-il pas d'abord sur une construction trop économique et pas assez politique et sociale ?

Quelle lecture du Brexit? Quelles recommandations suite à ces analyses de causes ?

Quel discours pour nos jeunes?

L'Europe semble envisagée sous l'angle de l'intégration, c'est-à-dire la standardisation, ou en termes de «solidarité" c'est-à-dire lorsqu'il y a des difficultés

Peut-on développer l'aspect échange et partage illustré par Erasmus par exemple ?

Le rétablissement de l'autorité des Etats n'est-il pas la meilleure garantie de préservation d'une Europe démocratique face aux tentations nationalistes ?

Comment Allemands et Français avec une histoire une économie et une gouvernance différentes peuvent-ils

contribuer au renouveau et à la construction de l'Europe ?

En quoi l'UE peut-elle mettre des réserves sur les choix politiques de Victor Orban ou Salvini ? Ni la commission européenne ni le conseil européen n'ont de légitimité souveraine ! Ce n'est pas le cas du parlement européen ?

Est-ce que vous pouvez aussi définir le mot 'identité' ?

Europe sociale est utopique. Comment redonner l'envie de l'Europe aux populations ?

Brexit = choc salutaire ?

Y a-t-il un Etat, un gouvernement de l'Europe qui pourrait survivre à la mondialisation sans l'Union européenne ?

Quels sujets pourraient relancer l'adhésion à l'Europe de peuples aussi divers?

Les élections en mai 2019 donneront une vision de l'intérêt des Européens pour l'UE .

A combien estimez-vous la participation ?

L'Europe peut-elle continuer à se développer au détriment des liens historiques avec les nations frères ex: France et Afrique, Allemagne et Turquie, etc...

Ce qui se passe en Hongrie et Pologne pourrait se passer en France ? Pourquoi cela s'est passé en Italie ?

Et l'Afrique dans ce contexte ? Pour mémoire 2050, 2,4 Mds de personnes à 18 miles de l'Europe

Dans le contexte, ne faut-il pas faire avancer (sans penser nécessairement à la faire aboutir...) l'idée d'un plan B,

avec une Europe ramenée à un noyau dur d'Etats plutôt volontaires pour plus d'intégration dans différents domaines

(y compris sur les enjeux qui comptent actuellement pour les citoyens "l'Europe qui protège..") ?

Les règles européennes ne plafonnent-elles pas l'excédent extérieur des États membres à 6% ?

Ne craignez-vous pas de nouveaux référendums de sortie de l'UE, à l'instar du Brexit, de la part des EM eurosceptiques ?

Comment démanteler les réseaux de passeurs en Afrique tant que subsistent les inégalités dans les échanges économiques entre le Nord et le Sud qui profitent largement aux multinationales occidentales et alimentent la migration économique?

Ne craignez-vous pas de nouveaux référendums de sortie de l'UE, à l'instar du Brexit, pour les EM eurosceptiques ?

L'Europe à l'horizon 2025, perspective française sur le Livre blanc de la Commission européenne



L'avenir de l'Europe est-il derrière elle?

Parmi les scénarios possibles présentés par ce Livre Blanc, jugé "pâle" par certains, lequel serait soutenu par la France?

Les propositions du Livre blanc peuvent-elles déboucher sur des mesures concrètes ?

Jusqu'où peut-on s'opposer aux États-Unis en dépendant autant d'eux pour notre défense ?

L'Europe est-elle en train de se couper du peuple en taxant de populistes ceux qui critiquent le fonctionnement de l'Europe.

La France soutient-elle certaines positions et si oui, lesquelles ?

Pour que l'Europe ne soit pas rejetée par les citoyens, ils ont besoin d'en voir les apports pour l'avenir. L'Union européenne va-t-elle se positionner fortement sur le développement durable ?

L'idée d'"Europe différenciée" aurait-elle vu le jour si le principe de subsidiarité avait été mieux perçu ?

Et le rapprochement avec la Russie dans tout ça ???

Et dans ce pessimisme ambiant, reste-t-il une place pour l'économie sociale et solidaire ?

Peut-on imaginer d'aller vers une refondation avec 2 à 4/5 pays qui décideraient un rapprochement profond sur des thèmes comme budget commun, politique économique commune, défense commune etc.

Quelle est la position de la France sur une défense commune? B le Maire et son homologue allemand des finances ont ainsi appelé aux Universités du Medef à une stratégie industrielle de défense.

En Allemagne la question de la bombe nucléaire allemande est rouverte

L'Europe de la Défense et de la sécurité ne serait-ce pas le seul projet sur lequel le peuple suivrait les dirigeants ?